

## **Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté N° 120**

*11 décembre 2008 - Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es. Coordination Francis Marche Mondiale des Femmes 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris, tel 01 44 62 12 04 ; 06 80 63 95 25, Site : <http://www.marchemondiale.org>.*

---

- 1 - Nicaragua : Patricia Orozco en danger de mort
  - 2 - Mission d'information sur les violences faites aux femmes
  - 3 - Dépistage rapide du VIH : une avancée qui doit l'être pour toutes et tous !
  - 4 - Kouchner et Rama Yade - Communiqué CNDF
  - 5 - Des anti-avortements censurent le film « Les bureaux de dieu » - communiqué MFPP 60
  - 6- 7<sup>ème</sup> rencontre internationale de la MMF - Compte-rendu général
  - 7 - Situation au Nord-Kivu en République démocratique du Congo, Appel à la solidarité internationale
  - 8 - Recul de l'Etat sur la protection des femmes fuyant des mutilations génitales et des parents voulant soustraire leurs filles à ces pratiques
  - 9 - Séminaire « Féminité / Masculinité, psychologie et savoirs de sens commun »
- 

### **MOBILISATIONS**

#### **1 - Nicaragua : Patricia Orozco en danger de mort**

Patricia Orozco est coordinatrice de la Campagne du 28 septembre pour la dépénalisation de l'avortement et l'accès aux services de santé en matière de sexualité et de procréation pour les femmes et les jeunes filles en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle est aussi chef de file du Mouvement autonome de femmes, une organisation non gouvernementale (ONG) du Nicaragua.

Elle a été menacée de mort et de violences sexuelles par téléphone et SMS. Ces manœuvres semblent destinées à l'empêcher de faire campagne pour le droit des femmes et des jeunes filles à bénéficier de services de santé efficaces et sans risque en matière de sexualité et de procréation. Amnesty International craint qu'elle ne soit agressée.

Le 3 novembre, Patricia Orozco a reçu le SMS suivant sur son téléphone mobile : « Sale chienne, on va te buter, on va te clouer le bec, on va te frapper là où ça fait le plus mal. Carlos. »

Vers le 22 octobre, elle a reçu plusieurs appels sur son téléphone mobile au cours desquels un homme lui a déclaré : « Je vais te baiser, on va te niquer, salope ! » Dans d'autres cas, son interlocuteur est resté silencieux. À la fin du mois de septembre et au début du mois d'octobre, elle a également reçu des appels au cours desquels elle a entendu une autre voix masculine lui dire : « On va te niquer. »

#### *Informations générales*

En octobre 2006, toutes les formes d'avortement ont été érigées en infractions au Nicaragua. Jusqu'alors, la législation nicaraguayenne autorisait les avortements thérapeutiques dans les cas où la grossesse mettait en danger la vie ou la santé d'une femme ou lorsqu'elle résultait

d'un viol ou d'un inceste. Le parti au pouvoir et les deux principaux partis de l'opposition continuent de soutenir cette interdiction.

Neuf autres militantes des droits humains des femmes, qui travaillent pour diverses ONG, font l'objet de poursuites judiciaires pour le rôle qu'elles ont joué en faveur d'une victime de viol nicaraguayenne âgée de neuf ans, surnommée « Rosita », qui a obtenu un avortement légal dans son pays en 2003.

Patricia Orozco et d'autres militantes féministes ont été prises pour cibles dans des articles de l'hebdomadaire gouvernemental El 19, qui les décrivait comme des femmes ayant les hommes en horreur et pratiquant la magie noire. Ces documents affirmaient en outre que les défenseurs des droits sexuels et reproductifs étaient motivés uniquement par l'appât du gain.

#### *Action recommandée*

Dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- Dites-vous inquiet pour la sécurité de Patricia Orozco, coordinatrice de la Campagne du 28 septembre et chef de file du Mouvement autonome de femmes ;
- Priez le président et la directrice de la police nationale de veiller à ce que des mesures soient prises immédiatement et maintenues pour assurer la sécurité de cette femme en respectant strictement ses souhaits ;
- Semandez instamment au procureur général d'ordonner immédiatement l'ouverture d'une enquête approfondie menée dans les meilleurs délais sur les menaces de mort dont elle a été la cible, de rendre publiques les conclusions de ces investigations et de déférer à la justice les responsables présumés ;
- Exhortez les autorités à cesser d'employer dans les publications officielles un langage qui stigmatise les défenseurs des droits humains et leurs activités, et qui pourrait donc les exposer à des attaques ;
- Rappelez-leur qu'en vertu de la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, les défenseurs des droits humains sont en droit de mener librement leurs activités sans crainte de représailles.

Président de la République : Daniel Ortega Saavedra, Presidente de la República, Reparto El *Appel à* : Carmen, Costado oeste del Parque El Carmen, Managua, Nicaragua, Fax : +505 266 3102 ; Formule d'appel : Estimado Señor Presidente, / Monsieur le Président de la République,

*Copie à* : Organisation de défense des droits des femmes : Campaña 28 de Septiembre, Colonial Los Robles, Del Hotel Colón, 11/ 2 cuadra al este, Casa No. 55, Managua, Nicaragua

## **2 - Mission d'information sur les violences faites aux femmes**

Composée de 30 députés, cette mission, présidée par Bernard Accoyer (UMP), président de l'Assemblée, tiendra sa réunion constitutive le 10 décembre.

Le président de l'Assemblée avait annoncé la création de cette mission « sur la politique de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes »

après avoir reçu une délégation du Collectif national pour les Droits des femmes. Le Collectif lui a remis 15.000 signatures demandant le dépôt à l'Assemblée d'une proposition de loi-cadre contre les violences faites aux femmes.

### **3 - Dépistage rapide du VIH : une avancée qui doit l'être pour toutes et tous !** Communiqué du MFPPF

Le Planning Familial se réjouit de la mesure annoncée par l'ANRS (Agence Nationale de Recherche sur le Sida) permettant que soit mis en place le dépistage rapide du VIH sur notre territoire.

Le Planning Familial, déjà acteur sur ce terrain, souhaite que ce dépistage rapide puisse se faire le plus largement possible dans toutes les structures non hospitalières. En effet, ces tests rapides nécessitent suivi et accompagnement des personnes, facteurs essentiels de la réussite de cette technique.

La mise en place d'une expérience de dépistage non médicalisé vers les homosexuels masculins très exposés au risque de contamination est importante. Mais, dans le contexte actuel de l'épidémie, il est particulièrement important que les nouvelles techniques de dépistage puissent être largement diffusées.

Le Planning Familial, engagé depuis longtemps dans la lutte contre le Sida, contre la discrimination et la pénalisation des personnes porteuses du VIH, discriminations accrues envers les femmes, attend avec une impatience non dissimulée que le Ministère de la Santé démontre encore plus clairement son engagement en permettant aux centres de santé et aux centres de planification qu'ils proposent ces dépistages rapides sur toute la France en y associant les moyens.

Lieu d'accueil privilégié doublé des compétences nécessaires, Le Planning Familial tient à réaffirmer ici sa volonté d'action dans ce domaine.

### **4 - Kouchner et Rama Yade - Communiqué CNDF**

Le Collectif national pour les Droits des Femmes a pris connaissance des propos de Bernard Kouchner à propos de Rama Yade : « Il est important que Rama Yade s'occupe avec passion des droits des enfants et ceux des femmes notamment en matière de violences sexuelles. Il ne faut pas de titre pour cela ».

Le masque serait-il tombé ? A l'heure de la mise en place d'une mission d'évaluation de la prévention et de la lutte contre les violences faites aux femmes, un membre éminent du gouvernement montre clairement le peu de cas qu'il fait des droits des femmes et des enfants et des violences sexuelles dont ils sont les victimes. Le tout sécuritaire est invoqué et voté au nom des droits des victimes mais cela ne serait-il qu'un prétexte ? Bernard Kouchner considérerait-il que 48 000 viols perpétrés par an ne seraient qu'autant de faits divers qui ne doivent surtout pas empêcher la planète France de tourner ? Les droits de l'homme ne sont décidément pas les droits des femmes.

Le Collectif national pour les Droits des Femmes réclame la re-création d'un véritable Ministère pour les Droits des Femmes et la mise en place d'une loi cadre contre les violences faites aux femmes

### **5 - Des anti-avortements censurent le film « Les bureaux de dieu » - communiqué MFPPF 60**

Voici une lettre envoyée par le planning familial du Rhône qui est confronté à une association anti-avortement qui veut interdire la projection du film sorti récemment au cinéma « Les bureaux de dieu » dans un cinéma de la ville de Tassin. Pour celles et ceux qui sont dans le secteur (à proximité de Lyon), un soutien par une présence solidaire aux projections des 11, 13

et plus particulièrement du 14 décembre serait bienvenu. Et pour celles/ceux qui sont à distance, faisons preuve d'imagination pour un soutien à distance !

Bonjour à toutes et à tous,

Le LEM, petite salle d'Art et Essai de Tassin, s'est vu déprogrammer le film « les Bureaux de Dieu » de Claire Simon par une association catholique car celui-ci serait « blasphématoire » et « prônant l'avortement ».

L'association catholique dirigée par le père Matteo Lo Gioco est bien connue des associations féministes puisqu'il faisait partie des organisateurs des commandos anti-IVG qui ont à plus de 100 reprises, en France, fait entrave aux droits des femmes de disposer librement de leur corps.

Le LEM est lié par une clause du bail stipulant que « le preneur exploitera la salle pour la projection de films de bonne tenue morale choisis par Chrétiens Média ou tout autre organisme qui lui serait substitué par les autorités ecclésiastiques ».

Qu'une salle paroissiale décide de son programme, soit. Mais le LEM fait partie du réseau du GRAC(1) et à ce titre est subventionnée par la Région Rhône-Alpes et la DRAC. Cette censure à cause de convictions religieuses est inadmissible.

Le MFPP du Rhône dénonce cette censure et derrière, la remise en cause d'un droit fondamental pour les femmes.

Le MFPP du Rhône apporte son soutien aux bénévoles et aux salarié-e-s qui ont dénoncé et se sont opposé-e-s à cette censure.

Le film est reprogrammé cette semaine : Le jeudi 11 décembre 2008 à 21h00, Le samedi 13 décembre 2008 à 18h30 ; Le dimanche 14 décembre 2008 à 19h15 en présence de Claire Simon, la réalisatrice, et Françoise Laurent Présidente du MFPP et d'une représentante du MFPP du Rhône.

## **TEXTES**

### **6 - 7<sup>ème</sup> rencontre internationale de la MMF - Compte-rendu général - Par Isabelle Giraud de la MMF France**

La septième rencontre internationale de la MMF a eu lieu à Panxon, dans la banlieue de Vigo, en Galice, du 13 au 22 octobre 2008. Il y avait 136 participantes des 5 continents, auxquelles il faut ajouter des femmes de la Coordination galicienne venues aider à l'organisation. 48 pays et territoires étaient représentés, avec une répartition du nombre de déléguées plus importante pour l'Europe, (Espagne dont chaque région a ses déléguées, Portugal, Italie, Grèce, Suisse, Albanie, Macédoine, Turquie, Danemark, Royaume Uni, Belgique, Hollande, France) et les Amériques (Chili, Equateur, Brésil, Colombie, Pérou, Mexique, Bolivie, Cuba, Haïti, Uruguay et Guatemala). L'Asie, avec le Népal, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, les Philippines, l'Afrique avec le Burkina Faso, le Mali, la République Démocratique du Congo, l'Afrique du Sud, le Kenya, le Sénégal, le Soudan, et le seul Liban pour représenter l'Afrique du Nord et le Moyen Orient, faute de visas et de ressources, complètent cette diversité et représentativité du monde. La partie Pacifique était représentée par deux déléguées de Nouvelle Calédonie. Le secrétariat international avait également invité d'éventuels partenaires : l'organisation internationale de la francophonie (OIF), Oxfam Belgique, CADTM et Focus on the Global South.

- *L'ambiance était à la fête*

Chansons, soirées festives, manifestations diverses, les Galiciennes nous avaient préparé une rencontre animée. Dès le premier jour, elles organisent la soirée de la solidarité autour d'une

queimada<sup>1</sup>, une flambée d'eau-de-vie typique de Galice accompagnée de la lecture d'un texte poétique écrit pour la rencontre. La soirée s'est prolongée au rythme des chansons du monde apportées par les unes et les autres. Samedi soir, nous avons dîné dans un grand hôtel avec les femmes de la Coordination de Galice, il y avait plus de 200 personnes ; lundi soir, une dernière soirée de danse était programmée. Dans les couloirs, les salles de réunion ou de repas, sur la plage, les échanges, entrecoupés de chansons et de projections dans toutes les langues possibles, ont fait de notre lieu de résidence une nouvelle tour de Babel, colorée, vivante, bruyante, grouillante... et infiniment gaie. Dans l'assemblée de cette rencontre étaient représenté le futur et l'enthousiasme par la jeunesse, aux côtés de la mémoire, de l'expérience, de l'histoire des luttes passées par la présence de nos aînées.

- *Les débats thématiques* autour des quatre champs d'action ou thèmes de la MMF en 2010 :
- Biens communs, souveraineté alimentaire, accès aux ressources et à la biodiversité,
- Paix et démilitarisation,
- Travail et autonomie des femmes,
- Violence envers les femmes,

L'intérêt de ces débats a été variable, selon les animatrices et les participantes. Certaines n'avaient pas beaucoup travaillé les textes et il est apparu important de prolonger les réflexions dans les coordinations nationales pour dégager les spécificités nationales et les actions pouvant être engagées sur chaque thème selon les pays ou les régions.

- *Les réunions par région du monde.* Elles ont eu lieu le deuxième jour. En Europe, une grande partie du temps a été consacrée au problème du financement, de l'élargissement des mobilisations et de renouvellement des déléguées au Comité international.

Les autres journées ont été consacrées à des discussions en plénières, en anglais, espagnol et français. Elles étaient souvent l'occasion pour chacune de soulever les difficultés propres à son pays à travers des témoignages poignants sur les situations terribles et peu médiatisées des femmes dans ce monde d'inégalités, de discriminations, de guerres ; ou encore d'avancer de nouvelles propositions d'actions, ajoutant parfois de la confusion aux objectifs. L'action globale de 2010 a pris forme réellement le vendredi, accompagnée d'une discussion fort importante sur les alliances stratégiques de la MMF.

- *L'Assemblée générale* de la MMF du samedi a pris la forme d'une discussion très politique sur le financement et les dépenses. Le nouveau secrétariat, installé à Sao Paulo au Brésil, a fait un beau diaporama pour nous faire part de ses activités tout au long des deux dernières années. Elles consistaient essentiellement à participer aux diverses rencontres internationales des réseaux altermondialistes et de nos partenaires, en particulier Via Campesina ; à faire des formations et des rencontres entre féministes.

Plusieurs contrats arrivent à terme avant 2010 et la recherche de fonds demeure d'actualité pour le nouveau Comité International. Plusieurs interventions ont fait part de la difficulté pour les militantes d'identifier des partenaires financiers dans leur région. En outre, la faiblesse des cotisations provenant des coordinations nationales a été soulevée. Finalement, une part importante des interventions soutenait le principe de l'auto-financement par des ventes, des cotisations individuelles, avec des demandes ponctuelles de financement public pour une action ou une destination précise, avec le plus possible des avantages en nature comme des salles, du matériel, du transport, etc. Les déléguées ont manifesté leur réticence

---

<sup>1</sup> La queimada est une boisson galicienne alcoolisée à base d'eau de vie et de sucre que l'on flambe et dont l'origine remonte au Moyen-Age, popularisée depuis les années 50 du XX et très connue en Espagne et à l'étranger comme typique de Galice. Elle est associée à une pseudo conjuration des mauvais esprits et des maléfices des "meigas", les sorcières de Galice.

envers ce qui pourrait conduire à une forme d'institutionnalisation du mouvement et le financement par des ONG partenaires qui soutiennent nos idées demeure le plus prisé.

- *Une action contre la Malbouffe*

Au même moment, les observatrices étaient invitées à participer, avec les Galiciennes et les partenaires de la MMF Via Campesina, Amis de la terre et des syndicats, à une action devant un supermarché Al Campo (Auchan) contre la malbouffe et les transgéniques. Les femmes de la marche se sont allongées devant l'entrée du magasin, avec des masques. Elles étaient ravies du succès.

*Forum sur la sécurité alimentaire*

En fin de journée, les Galiciennes avaient organisé un Forum sur la sécurité alimentaire. Il s'agissait d'une grande conférence dans l'auditorium de Caixanova de Vigo avec un public large. Les invitées de la première partie étaient la sociologue Irene Leon de l'équateur, membre de Via Campesina, Lidia Senra de Galice, représentante d'un syndicat rural, Galdys Alfaro du Mexique. Leurs contributions étaient plutôt générales sur les conséquences sur les femmes des problèmes de sécurité alimentaire. La seconde partie du Forum donnait des exemples concrets d'actions locales dans ce domaine avec Jing des Philippines qui nous a raconté de manière passionnante l'action menée par son association pour le développement d'une agriculture biologique dans des villages, Aicha Cissé du Mali, a raconté les activités dans son pays comme les cuisines collectives, Denise Vuillon, fondatrice des AMAP en France, était invitée pour expliquer le principe de son association, Esther Viva, de Catalogne a expliqué le travail féministe réalisé pour un commerce réellement équitable, et Rosario Sanchez, de Galice, a rendu compte d'actions sur la sécurité alimentaire réalisées auprès des enfants dans les écoles et collèges. Les liens avec le féminisme n'étaient pas toujours très clairs mais l'ensemble du Forum invitait justement à prolonger entre nous la réflexion.

*Le dimanche était consacré à des actions sur la place publique*

- le matin, un spectacle autour d'une *sculpture*, le Milladoiro' : un financement spécial a été accordé à la Coordination galicienne pour faire faire cette sculpture. Un tas de sabots en bronze nous attendait sur la place devant l'hôtel de ville de Vigo. Au cours du spectacle, les sabots ont été disposés en cercle : une déléguée par pays était invitée à apporter en Galice une pierre et à la placer devant un sabot. Nelly a représenté la France avec un « pavé de Paris ». Dans une tradition ancestrale en Galice, la pierre est une offre aux déesses pour protéger les voyageurs ; le sabot est sculpté sur le modèle des sabots des femmes des champs.

A côté de l'esplanade, une petite place est en travaux avec le projet d'une fontaine ; la MMF-Galice espère pouvoir mettre les sabots tout autour de la fontaine, avec les pierres qui seront incrustées dans le bronze, accompagnés d'une plaque commémorative de la rencontre.

- *La manifestation* est partie juste après le spectacle et a suivi un parcours dans les grandes artères de Vigo jusqu'au port. Les déléguées de la rencontre ouvraient la marche, un cortège plein de chants et de couleurs, très joyeux, qui montrait bien la connivence créée pendant les six jours de rencontre. Elles étaient suivies par la coordination galicienne, fort importante, puis par les groupes féministes et mixtes, syndicats, partis politiques d'extrême gauche. Les journaux le lendemain - locaux et El Pais, font état d'environ 2500 manifestant-es d'après la police locale, 5000 selon les organisatrices. La manifestation s'est terminée au son des « batucadas », dans toutes les langues, sur les marches d'une place, sur le port où, dans un moment de vive émotion, devant un parterre de Galiciens réunis, une membre du CI par région est intervenue, puis la Coordination Galicienne et enfin, Myriam Nobre, secrétaire générale de la Marche.

- Nous nous sommes ensuite retrouvées au *marché de la souveraineté alimentaire* où la MMF de Galice avait un long stand pour vendre ses produits : tasses, foulards, T-shirts, vide-poches, porte-clés, assiettes et timbales, toute une série d'objets avec le logo.

- Les jeunes femmes avaient, en fin d'après-midi, une rencontre programmée avec les jeunes militantes de Galice qui fut un grand succès (plus de 70 personnes).

- *L'action mondiale* : Une synthèse de Myriam permet assez bien de saisir l'idée générale de l'action mondiale de 2010, programmée au Congo, au sud Kivu. Elle nous dit : « De ce que j'ai compris sur la paix, les causes des guerres, le contrôle des ressources naturelles, on a ajouté la manipulation par les religions et le fondamentalisme, comme causes de guerre qui n'est pas isolé du contrôle des ressources, nous même, les femmes, nous sommes des ressources que l'on veut contrôler. Le fait d'être un mouvement féministe fait que nous voulons souligner que le corps des femmes est un territoire qu'ils veulent contrôler, un butin de guerre en relation avec la violence contre les femmes, pas de façon isolée (...) Cette identité à travers la lutte contre la violence et la pauvreté, a été exprimée avec l'idée de marcher librement, sans contrainte et de façon collective. Cette force collective montre que nous sommes des femmes avec des expériences diverses, des cultures diverses, que nous avons des identités communes. Une partie de notre identité est la solidarité internationale et le fait que nous sommes alertes ; nous avons les yeux ouverts sur ce qui arrive à nos sœurs dans toutes les parties du monde» (plénière du 17/10)

De cette idée force découle ensuite l'intégration des 4 thèmes autour d'une action globale dans un pays en guerre. Là, bien entendu, a commencé un long défilé d'interventions pour des pays en guerre : Congo, Colombie, Palestine, Pakistan, etc.

- *Le calendrier d'actions décidé est le suivant* :

- Du 8 au 18 mars : actions nationales et possibles concentrations régionales

- Entre le 18 mars et le 17 octobre : des actions régionales. Par exemple, le 24 mai sur le thème de la guerre, puis, en juin, au moment du mondial du foot en Afrique du Sud pour manifester contre la promotion de l'industrie de la prostitution ; ou encore, en Europe, à Rome devant le Vatican au printemps (sous réserve).

- Autour du 17 octobre : une concentration internationale au Sud Kivu, dans la République Démocratique du Congo, avec un 24h d'actions relais de solidarité dans les autres pays, par exemple devant des usines d'armement ou l'OTAN en Europe et au Canada. Des actions régionales ont été évoquées dans les Amériques, vraisemblablement au Mexique ou en Colombie, et en Asie, la frontière du Pakistan et de l'Afghanistan étant avancée, avec l'idée d'un wagon de train de la MMF dans le sous-continent indien.

- Pour symboliser la solidarité, le Québec a proposé de faire une robe comme atelier d'éducation populaire avec d'un côté les valeurs, de l'autre les revendications et la Suisse d'écrire une histoire reflétant un problème concret rencontré par des femmes dans le pays.

## **7 - Situation au Nord-kivu en République démocratique du Congo, Appel à la solidarité internationale - Confédération paysanne du Congo,**

La Confédération Paysanne du Congo, COPACO-PRP, organisation membre de la Via Campesina en Afrique, lance un appel à la solidarité internationale au vu de la situation de conflit armé et d'insécurité qui s'est intensifiée ces dernières semaines dans la province du Nord Kivu, dans le nord-est du pays, à la frontière avec le Rwanda.

Les victimes de ce conflit armé entre troupes régulières congolaises et groupes rebelles sont les populations civiles innocentes, obligées à fuir leurs maisons et leurs terres, à errer sur les routes et à se rassembler, dans le meilleur des cas, dans des camps de réfugiés. Il y aurait

déjà plus d'un million de déplacés et trois millions de morts dans la région, en proie à l'insécurité depuis presque 15 ans déjà. Dans ce contexte de guerre et d'impunité, les femmes sont régulièrement violées, le viol étant considéré comme une arme de guerre comme une autre.

Ces populations sont majoritairement des familles entières, paysans et paysannes qui aujourd'hui n'ont plus accès à leur champs, élevages et cultures et ne peuvent pas retourner chez elles. De plus, considérés armes blanches, leurs outils de travail tels que la houe et la machette sont confisqués.

Nous, paysans et paysannes du Congo, avons besoin de champs de manioc ! Nous n'avons pas besoin de champs de mines ni de guerres !

Cette guerre est clairement aussi une atteinte à la souveraineté alimentaire de ces familles et du pays dans son ensemble. Obligeant les paysannes et paysans à fuir et à quitter leurs terres, et par conséquent à ne plus pouvoir cultiver leurs champs selon le calendrier agricole, c'est à l'aide alimentaire internationale, souvent aux mains des transnationales de l'agro-alimentaire que l'on ouvre la porte sans vergogne, au nom de la soi-disant sécurité alimentaire et de l'aide internationale !

A l'heure de la crise alimentaire mondiale, nous réaffirmons que l'Afrique en général, et le Congo en particulier, peuvent se nourrir eux-mêmes !

Cette guerre contribue à la disparition accélérée des paysannes et paysans, et à celle de l'agriculture paysanne !

Nous, Confédération paysanne du Congo, lançons donc un appel à la solidarité internationale, auprès de tous les membres de la Via Campesina, mais aussi auprès de tous nos amies et amis, en Afrique et dans le monde.

Vous pouvez adresser vos messages de solidarité aux paysannes et paysans de l'Est du Congo touchés par cette guerre infâme, à [copacopr@yahoo.fr](mailto:copacopr@yahoo.fr) et/ou à [vcafrica@gmail.com](mailto:vcafrica@gmail.com)

Nous vous demandons aussi d'adresser des messages aux ambassade de RDC dans vos pays, à celles du Rwanda, ainsi qu'à l'ONU qui a une mission de maintien de la paix au Congo afin que des mesures d'urgence soient prises pour la protection des populations civiles innocentes, paysans et paysannes pour la plupart, et pour que cessent les viols impunis contre nos femmes. Que des mesures soient prises aussi pour permettre à ces familles paysannes déplacées de retourner chez elles et de reprendre leurs travaux agricoles.

Pour la souveraineté alimentaire, action et unité des peuples !

Globalisons la lutte, globalisons l'espoir !

- Le samedi 29 novembre, **une manifestation** à Paris, au départ du Métro Chateau Rouge, a réuni environ 2000/3000 personnes. Un appel malheureusement pas du tout médiatisé ce qui explique pour partie la complète absence d'associations et partis politiques français.

Il n'y avait pas de banderolle d'organisation et les mots d'ordre étaient focalisés sur le génocide de 6 millions de personnes, contre l'ONU, la MONUC et le rôle des puissances étrangères dans la guerre et la rafle des matières premières du pays. Il y avait des pancartes contre les violences et viols des femmes.

La MMF a distribué l'Appel des Femmes pour la Paix qui a été bien accueilli

**8 - Recul de l'Etat sur la protection des femmes fuyant des mutilations génitales et des parents voulant soustraire leurs filles à ces pratiques** - Communiqué de presse ADFEM

Depuis 2001 et jusqu'en juillet 2008, l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) reconnaissait les risques encourus par certaines petites filles et jeunes



femmes en cas de retour dans le pays d'origine de leurs parents. Les jeunes filles et les parents voulant se protéger ou protéger leur enfant de l'excision obtenaient le statut de réfugié car, malgré une certaine évolution des législations dans les pays concernés, ces mutilations sont toujours pratiquées par l'entourage familial, souvent au mépris de l'opposition formelle des parents. Il a fallu des années de lutte pour que cette persécution soit reconnue comme telle, dans le cadre de la Convention de Genève, par les autorités françaises. Allons nous aujourd'hui vers une remise en cause de ces acquis ?

En juillet 2008, L'OFPRA a opéré un brutal renversement de doctrine, sans explication et de manière unilatérale. Désormais l'Office différencie les demandes d'asile selon l'ancienneté et le statut du séjour en France des parents.

Les petites filles sont, au mieux, protégées contre cette menace par la protection subsidiaire, mais qu'arrivera-t-il à leurs parents ? Et au reste de la fratrie ? Depuis la mise en œuvre de la nouvelle doctrine de l'OFPRA, de nombreuses familles attendent de connaître la position des préfetures au regard de leur situation administrative. Ces demandeurs d'asile rejoindront-ils le contingent des 'ni expulsables - ni régularisables' ? Ou bien, en cas de reconduite dans leur pays d'origine, l'administration confiera-t-elle à l'Aide Sociale à l'Enfance les petites filles qui sont sous sa 'protection' ?

Les Associations ci-dessous et signataires, appelons l'OFPRA et le Ministère de l'immigration à assumer pleinement leur devoir en appliquant la Convention de Genève pour protéger les filles menacées d'excision et leur famille.

Nous appelons également le gouvernement français à appuyer et soutenir les efforts mis en place ici et là bas afin de faire reculer ces mutilations.

*\*\_Signataires au 1er décembre 2008\_\* :*

ATMF, Cimade, COMEDE, FASTI, Femmes Solidaire,s Femmes de la Terre, Fédération IFAFE, LFID, Maison des Femmes de Montreuil, Morlaix Liberté, Marche Mondiale des Femmes, RAJFIRE, RESF, RESF Montreuil, RESF Paris Sud-Ouest, SOS Femmes 93...

*Contacts* : Cimade, Violaine Husson : 01 40 08 17 17, Femmes de la Terre, Lucie Brocard ou Haoua Lamine : 01 48 06 11 38

## **COLLOQUES - DÉBATS - RÉUNIONS**

### **9 - Séminaire « Féminité /Masculinité, psychologie et savoirs de sens commun »**

L'Institut Emilie du Châtelet et l'UMR5145 *EcoAnthropologie & Ethnobiologie* ont le plaisir de vous inviter au séminaire « sexe et genre », séance du 18 décembre 2008, 14h à 17h : Jardin des Plantes, Amphithéâtre de Paléontologie, 2 rue Buffon, 75005 Paris. Nous avons l'honneur d'accueillir Cendrine Marro, Maîtresse de conférences à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Psychologue. Responsable de l'équipe « genre, savoirs et éducation » du CREF

Qu'est-ce que la Féminité ? Qu'est-ce que la Masculinité ? Tout le monde le sait, ou du moins a le sentiment de le savoir ; mais sans le savoir vraiment en réalité, c'est-à-dire, sans être vraiment capable d'en donner une définition un tant soit peu précise et surtout consensuelle. Ce qui n'empêche nullement ces notions d'être des plus opérantes dans nos constructions identitaires et nos relations interpersonnelles. Les publicitaires, de même que les magazines grand public centrés sur la beauté, le bien être, la quête de « l'âme soeur », pour ne citer que ces médias, le savent pertinemment et n'hésitent guère à en user voire en abuser. Bien qu'un certain nombre de psychologues aient depuis longtemps critiqué ces notions, notamment leur connotation essentialiste, ces critiques n'ont pas vraiment été entendues ; en témoigne la persistance de ces croyances érigées en savoirs de sens commun qui font de la féminité et de

la masculinité des réalités psychologiques incontestables, au fondement de l'identité sexuée. Qu'en est-il exactement ? Comment travailler sur et peut être surtout avec ces croyances dont on ne peut ignorer l'existence? Comment articuler l'acceptation psychologique de ces notions avec leur acceptation socio-politique dans le cadre des études « genre » qui se développent actuellement ? Le concept en cours d'élaboration que nous proposons de Dépendance/Indépendance psychique à l'égard du Genre (DIG) peut-il nous y aider ? Telles seront, entre autres, les questions débattues au cours de cet exposé.